

Liste de contrôle: Parties prenantes

2018



Le présent document donne un aperçu ou une liste de contrôle des types de parties prenantes qui ont habituellement un intérêt dans une évaluation de la MAPS. La liste peut servir à établir l'ordre du jour des entretiens dans le pays, que ce soit pour une auto-évaluation ou pour l'équipe d'évaluation. La liste doit être considérée en relation étroite avec l'analyse contextuelle du pays. L'analyse contextuelle du pays ajoutera probablement de l'information à cette liste ; inversement, il sera avantageux de travailler sur cette liste pour en assurer l'exhaustivité. Cette liste est toujours très spécifique au contexte : certaines institutions peuvent ne pas être en place dans certains pays individuellement ; cependant, la fonction peut être attribuée à une institution qui pourrait être impliquée.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Type de la fonction ou de l’institution | Nom de l'institution dans le pays, y compris ses coordonnées |  (S'il y a lieu : intervalle de temps dans l'ordre du jour de l'entretien) |
| Autorité chargée de l'évaluation (généralement l'autorité de réglementation, le ministère ou le centre du gouvernement) |  |  |
| Institution chargée de la fonction normative/ de réglementation des marchés publics |  |  |
| Organe administratif/judiciaire de recours en matière de passation des marchés publics |  |  |
| Nombre choisi d'entités adjudicatrices, y compris les entreprises publiques (la sélection peut se faire sur la base d'une évaluation régionale ou thématique) |  |  |
| Organisme centralisé de passation des marchés, le cas échéant |  |  |
| Autorités responsables de la budgétisation, des procédures de paiement et des procédures financières |  |  |
| Autorités en charge des contrôles et audits internes et externes |  |  |
| Organismes de lutte contre la corruption |  |  |
| Organismes de la concurrence, par exemple la Commission de la concurrence |  |  |
| Autorité responsable des partenariats public-privé |  |  |
| Commission de la fonction publique |  |  |
| Institutions de formation |  |  |
| Organisme professionnel de la passation des marchés |  |  |
| Représentants du secteur privé |  |  |
| Représentants de la société civile |  |  |
| Établissements de recherche, universités |  |  |
| Médias |  |  |
| Partenaires internationaux engagés dans la passation de marchés dans le pays (le cas échéant et qui ne participent pas déjà à l'évaluation, par exemple par l'intermédiaire du Groupe technique consultatif) |  |  |